

REVUE ÉTRANGÈRE.

Ce que la France et ses amis s'obstinaient à croire impossible, ce qu'ils considéraient comme une immense profanation, est arrivé. Les Prussiens ont fait leur entrée à Paris le premier mars courant. Date néfaste pour les vaincus et les vainqueurs ! car il faudra des flots de sang pour la faire disparaître tout ou tard.

Les troubles qu'on anticipait n'ont pas eu lieu, malgré le désespoir des Parisiens. La population a vu avec calme les Prussiens marcher triomphalement dans les rues de Paris. Elle s'est contentée de leur manifester son inépris et de leur donner rendez-vous à Berlin pour plus tard. Voici comment un correspondant raconte l'entrée de l'avant-garde prussienne dans Paris :

« A 8 heures 13 minutes, les premiers Prussiens étaient à l'intérieur de Paris. Six hussards parcoururent l'avenue de la Grande-Armée, tantôt au trot, tantôt au galop. Ils étaient précédés d'une dizaine de pas par un jeune officier, d'une vingtaine d'années, l'épée nue à la main, auquel cet honneur avait été accordé en récompense de sa bravoure sur le champ de bataille. Les soldats avaient la carabine au poing.

« Je cours à l'Arc-de-Triomphe et demandai son nom au jeune officier. Il me répondit poliment qu'il était le lieutenant Bernhardy, du 14e hussards. Quelques minutes après, des piquets parcoururent toutes les avenues au galop et revinrent rapporter qu'ils n'avaient rien rencontré. A huit heures et demie, tout l'escadron se rangea du côté de l'Arc-de-Triomphe qui regarde Neuilly. Deux cents spectateurs environ regardaient les cavaliers ennemis avec un mélange d'indifférence et d'indignation. Mais rien en eux ne dénotait une rage extrême.

« A neuf heures moins un quart, l'état-major est arrivé, précédé du général Von Kamecke, qu'entouraient une cinquantaine d'officiers de toutes armes, de tous uniformes. Ils descendirent les Champs-Elysées, sans s'arrêter, jusqu'à la résidence de la reine Christine, qui avait été préparée pour leur quartier-général. L'un de ces officiers, le comte Waldensee, échangea en passant une poignée de mains avec un Anglais qui faisait partie de notre groupe, et causa un instant avec lui. A peine les Prussiens eurent-ils passé, que l'Anglais fut attaqué et maltraité par trois hommes en blouse.

« A 300 pas derrière l'état-major, venait le 88e bataillon, avec fusils et tambours ; puis une troupe de dragons bleus. Après eux marchait un détachement bavarois, infanterie et cavalerie, suivi de 200 hommes d'infanterie prussienne. Enfin l'arrière-garde se composait de 2,000 hommes environ, ayant à leur tête une douzaine d'officiers d'artillerie. »

Comme les Prussiens devaient évacuer Paris aussitôt que l'Assemblée nationale aurait accepté les conditions de paix proposées par Bismarck, celle-ci s'est hâtée de les accepter par un vote de 547 contre 107. Le parti républicain a protesté et voté contre le traité, ainsi que tout le faisait prévoir.

Outre la cession de l'Alsace et de la Lorraine, la France doit payer une indemnité de cinq milliards de thalers payable en trois ans.

Les humiliations de la France inspirent au *Courrier des Etats-Unis* les réflexions suivantes :

Rentrons donc en nous-mêmes, nous tous qui avons tant souffert, et qui avons tant à souffrir encore des douleurs de notre malheureux pays. Mettons le sabre au fourreau, mais trempons nos âmes, et gardons soigneusement nos armes et nos courages pour les jours où il nous faudra de nouveau ceindre nos reins et reconquérir nos droits violés, nos biens ravis, notre gloire éclipsée. « Croyez-vous, nous disait quelqu'un, que la France se relève jamais de sa chute actuelle ? — Voyez le ciel, avons-nous répondu ; il est chargé de nuages. Croyez-vous que le soleil soit obscurci pour l'éternité ? »

L'Assemblée nationale a voté la déchéance de l'empire en même temps que la ratification des préliminaires de la paix.

Toute l'armée prussienne devait entrer à Paris par divisions de 30,000 hommes qui devaient se remplacer tour à tour, mais la ratification du traité de paix a été si prompte que les premiers 30,000 auront eu seuls cet honneur. Il paraît que Guillaume et ses soldats ont été désappointés ; le programme se trouve manqué. Ils sont forcés de s'en aller et c'est ce qu'ils font ; mais la France ne sera complètement évacuée qu'après le paiement de l'indemnité. Cependant lorsque trois milliards auront été payés, les derniers bataillons prussiens laisseront le sol de la France, moyennant garanties.

LE GÉNÉRAL DUCROT.

On lit dans *Paris-Journal* :

« A peine ouverts, les pourparlers qui l'on sait avec M. de Bismarck, le chancelier réclame, comme étant son prisonnier de guerre en rupture d'honneur, le général Ducrot.

« Nos lecteurs se rappellent quelle est la situation. Elle a fait l'objet, dans le *Journal Officiel* du 19 octobre, d'une relation signée Ducrot, et d'une réponse, le lendemain, signée Trochu.

« Il va sans dire que le général Trochu approuvait pleinement la conduite de son ami, de son compagnon d'armes, le brave Ducrot.

« Le cas est celui-ci : au moment où le général Ducrot, compris dans la malheureuse capitulation de Sédat, s'est évadé des mains de nos vainqueurs, était-il encore ou n'était-il plus prisonnier sur parole ?

« M. Ducrot dit : « Je suis resté prisonnier loyalement, tant que je n'ai eu d'autre gardien que mon honneur ; à partir de la minute où des geôliers m'étaient donnés, je me suis trouvé dans la condition ordinaire d'un prisonnier, il m'était permis de prendre la clef des champs si je la trouvais. Je l'ai trouvée. C'est ceux qui devaient me garder qui sont en faute, non moi ! »

« Le point de vue prussien, naturellement, est tout à fait opposé. Ils réclament M. Ducrot comme leur appartenant.

« Cette question personnelle aurait même une si grande importance aux yeux de M. de Bismarck et de Moltke, qu'on aurait déclaré ne pas vouloir aller plus avant dans les négociations relatives à l'armistice, si M. Ducrot n'était remis aux Prussiens.

« Le général Vino — bien que nous ayons lieu de ne pas le croire absolument cousin du général Ducrot — aurait fait part, dans une lettre, de cette situation et de cette prétention à son compagnon d'armes, en lui déclarant que, tant qu'il garderait le commandement supérieur, il se refusait absolument à le livrer.

« Le général Ducrot aurait répondu qu'une considération de personnalité ne devait pas faire obstacle à une solution réclamée par les intérêts.

« Aussitôt, abandonnant son commandement, il s'est rendu chez lui, 14, rue Abbatiac, a déposé son uniforme, et, entouré de ses quatre aides-de-camp, dont deux nous sont connus : M. le commandant Favrot, des éclaireurs Franchetti, et M. de Chavannais, il aurait attendu qu'on vint le chercher pour le mener à Versailles.

« A l'heure qu'il est, il attend encore.

« On dit qu'un tribunal international sera appelé à se prononcer sur la question délicate que soulève son évasion.

« Mais ce jugement n'aurait lieu qu'après la réunion en France de l'Assemblée nationale qui va régler les destinées de notre pays. »

RENSEIGNEMENTS INTÉRESSANTS.

Voici comment un journal français explique l'insuccès d'une des dernières sorties de Paris et la capitulation de Paris :

« Le général Ducrot, qui commandait à l'aile gauche, l'attaque contre Malmaison, avait ordonné à ses troupes d'être prêtes à sept heures du matin, mais les divisions Berthaud et Surbielle ne purent arriver qu'à midi et demi, parce que leur marche avait été obstruée par les barricades ! Les officiers de l'état-major s'étaient contentés de leur indiquer les rues par lesquelles elles devaient parvenir au rendez-vous sans s'inquiéter de l'état des communications dans ces rues. On sait que la commission des barricades avait si bien exécuté les ordres de M. Rochefort, que les soldats ne purent franchir les rues en question que par des passages étroits ou en grimpant par-dessus les barricades. Le général Ducrot a été tellement furieux, dit-on, du retard qui en est résulté, qu'il a cherché à se faire tuer dans le parc de Longboyau par les balles prussiennes.

« Le *Siecle* rappelle à ce sujet un propos du général comte de Moltke qui, lorsqu'on vint lui dire que Paris s'était barricadé et se barricaderait encore davantage, fit la réponse suivante : « Tant mieux, ils gèneront d'autant leur défense ! »

« Nos troupes reconnaissent du reste que la garnison s'est conduit avec une valeur et une bravoure hors ligne ; même les gardes nationaux ont vaillamment soutenu notre feu et n'ont pas reculé d'une semelle dans la dernière sortie. On a surtout apprécié l'énergie avec laquelle des assauts répétés ont été dirigés contre des positions que nous jugions imprenables, par exemple contre celle du mur crénelé du parc de Buzenval, qui a été attaqué quatre fois, malgré les terribles rayages des fusils à aiguille. Mais quelque certitude qu'ayant pu avoir les Parisiens d'avoir fait leur devoir, ils ont pu être d'autant plus convaincus que leurs efforts n'aboutissaient et ne pouvaient aboutir à aucun résultat, et qu'il leur était impossible de percer même la première de nos lignes d'investissement. Le 4me régiment de zouaves a perdu, à lui seul, tous ses officiers, au nombre de 19.

« Ces échecs répétés, non moins que l'émeute de l'hôtel-de-ville, les effets du bombardement et la délibération des maires, doivent avoir influé considérablement sur les décisions de M. Jules Favre ; cette situation devait devenir à la longue insupportable aux habitants de Paris. Ce fut surtout le bombardement de Saint-Denis, lorsque heure par heure, le jour et la nuit, 120 projectiles de lourd calibre furent lancés sur l'antique nécropole royale. La prison a dû être évacuée, la grande fabrique de papier ainsi qu'un grand nombre de maisons ont été détruites, plusieurs habitants ont été tués et blessés, quoique la plupart d'entre eux se fussent réfugiés dans les caves. »

RÉVÉLATIONS IMPORTANTES DE BISMARCK.

Quand M. Jules Favre est arrivé à Versailles, M. de Bismarck lui dit : « Vous arrivez un peu tard, mais à propos pourtant pour me délivrer de diverses importunités. D'abord, des sollicitations de la clique de l'impératrice-régente, puis d'autres propositions qui m'arrivent de Bordeaux, d'un M. de Talhouët, de MM. Daru, Chagarnier, derrière qui était, à coup sûr, M. Thiers. Quel est ce M. de Talhouët ? » M. Jules Favre s'étonna que M. de Bismarck ne connaît pas le rapporteur de la commission de la Chambre des Députés qui, sur des documents qu'on n'a pas voulu rendre publics, avait déclaré la dépêche du gouvernement prussien offensante pour la France et la guerre nécessaire.

« Or, ajouta le rusé chancelier, qui affectait ne pas se rappeler M. de Talhouët, voici cette dépêche et vous pouvez voir s'il était possible qu'elle fut plus conciliante et si elle nécessitait la guerre. J'aime mieux traiter avec vous directement, continua M. de Bismarck, bien que vous ne m'ayez pas ménagé dans les documents livrés par vous à la publicité. Mais, je le conçois, vous ne deviez pas être satisfait de moi après notre entrevue de Ferrières.

« A ce moment, je ne vous le dissimule pas, l'intention du roi Guillaume était de ne traiter qu'avec l'empereur Napoléon, consacré par un plébiscite important. On voulait, après avoir signé avec lui les conditions de la paix, lui rendre son armée prisonnière, le laissant soutenir comme il le voudrait ses droits en France. Mais nous avons été édifiés depuis sur l'opinion publique. L'énergie de la résistance nous a prouvé que la nation survivait au régime et nous avons appris de plus que l'immense majorité des prisonniers étaient plutôt en disposition de fusiller l'ex-empereur que de le soutenir. On s'est décidé à s'adresser à vous. »

FAMILLE DE GÉANTS — Il est arrivé dernièrement, à Jackson County (Missouri), un indigène de l'Indiana, dont la taille mesure 8 pieds 6 pouces de hauteur. Cet énorme personnage, nommé Plummer, est père d'une fille de 12 ans, Mlle Rose, qui est déjà haute de près de 7 pieds, ce qui se voit rarement à son âge et même à tout âge. Plummer vit de son métier de bûcheron, dans une hutte qu'il s'est construite au milieu d'un bois ; mais il a déclaré à des voyageurs, dont il a reçu dernièrement la visite, qu'il est las de cette existence pénible et peu lucrative, et que si la petite Rose continue à grandir et à se développer, il verra à s'arranger avec un Barnum quelconque pour tirer un meilleur parti des proportions gigantesques que la nature leur a données.

ÉPISODES DE LA GUERRE.

UNE PAIRE DE SOUFFLETS. Décidément Strasbourg et l'Alsace ne sont pas encore prussiens.

Dernièrement une dame strabourgeoise se promenait, une énorme cocarde tricolore à l'épaule.

Passé un brillant officier Prussien.

Notre héroïne le toise, et regarde ensuite sa cocarde d'un air provocant.

Pour ne pas rester en arrière, l'officier s'approche et ose porter la main sur elle et lui arrache sa cocarde.

Alors une petite main féminine se lève frémisante et l'on entend le bruit sec de deux soufflets retentissants. La foule se ramasse, entoure l'officier, l'accable de huées, de sifflets, de menaces. — Il n'eut d'autre ressource que de rentrer chez lui et de s'enfermer pour digérer ses deux soufflets.

On voit que les habitants de l'Alsace emploient bien les rubans tricolores qu'ils ont reçus de St. Etienne. Ils en sont tous armés, et ce doit être pour les Prussiens un spectacle assez désagréable en même temps que le signe d'une antipathie sur laquelle il feront bien de faire de sages réflexions.

Voici un nouveau trait de dévouement que signale le *Gaulois*, à l'honneur des sœurs de charité, si admirables dans nos malheurs publics.

Quarante-sept d'entre ces sœurs avaient été envoyées à Biscaye, pour soigner les varioleux qui étaient hospitalisés ; onze sœurs succombèrent au hideux fléau.

On en demanda onze pour les remplacer, il s'en présenta trente-deux : on a dû tirer au sort !

Une émouvante cérémonie avait lieu le 22 janvier. On transportait, au milieu d'un immense concours de citoyens, le corps de sept gardes nationaux du 183e bataillon, tombés le 19, au champ d'honneur. Des sept cercueils, cinq étaient traînés par des corbillards, les deux autres étaient portés à bras par les gardes du bataillon. Le premier, celui d'un jeune homme, était couvert d'un drap blanc, surchargé de couronnes d'immortelles. En tête du cortège marchait la musique du bataillon, qui exécutait des marches funèbres ; des gardes en armes formaient la haie ; le commandant et tous les officiers suivraient les corbillards avec une suite innombrable d'amis et de frères d'armes, qui tous portaient à la boutonnière des boutons d'immortelles.

Au moment où ce convoi funèbre traversait la place de l'Hôtel-de-Ville, le spectacle était réellement imposant. Une foule immense se pressait pour dire un dernier adieu aux vaillants citoyens qu'on conduisait au champ de repos. Toutes les têtes étaient découvertes ; sur tous les visages on lisait la même impression de douleuruse sympathie. Le moins sensible n'eût pu se défendre, à la vue d'un pareil spectacle, de la plus vive émotion. Au moment où passait le dernier cercueil, un immense cri de vive la République ! s'échappa de toutes ces poitrines humaines, à la fois, comme un dernier hommage aux glorieux morts et comme une sorte de défi à notre implacable ennemi. Le cortège se dirigea vers le cimetière du Père La Chaise, suivi par une foule qui, déjà immense, grossissait à chaque pas.

NOUVELLES GÉNÉRALES.

M. l'abbé Thos. E. Hamel a été nommé supérieur du Séminaire de Québec et recteur de l'Université Laval.

Le baron Lisgar, Gouverneur-Général du Canada, a été nommé Lord-Lieut. du comté de Cavan, Irlande.

Le *Courrier de St. Hyacinthe* vient d'entrer dans sa 19ème année d'existence. C'est déjà une longue carrière, pendant laquelle ce journal a souvent fait beaucoup de bien et conquis de beaux lauriers.

Le *Leader* annonce officiellement que les élections locales d'Ontario auront lieu en mars. La nomination, dans tous les comtés, est fixée au 15 mars et la votation au 21.

M. Kidstone a proposé dans la chambre de la Nouvelle-Ecosse, une résolution déclarant que l'on ferait bien de demander, dans le sein de la Haute Commission, que l'Angleterre cède le Canada aux Etats-Unis, à condition que ceux-ci renoncent à leurs réclamations au sujet de l'Alabama.

On pense que Lord Lisgar, qui doit aller passer deux mois en Angleterre au printemps, ne reviendra plus au Canada, et que le marquis de Lorne sera nommé Gouverneur-Général.

On dit, d'un autre côté, qu'à la fin des délibérations de la Haute Commission, Sir John A. Macdonald serait appelé à occuper un poste élevé en Angleterre.

REMERCIEMENTS. — Madame Duval a reçu la lettre qu'on va lire, accusant réception d'une partie des contributions du bal au « Calicot » :

Madame Duval,

Secrétaire et Trésorière du Bal au Calicot.

MADAME, — La Société de St. Vincent de Paul accuse réception, avec beaucoup de remerciements, de la somme de soixante-cinq piastres, ainsi que de deux paquets contenant des habits, couvertures, etc., dont que les pauvres doivent à vos généreux efforts.

Je demeure, Madame,

Très respectueusement,

Votre obéissant serviteur,

J. M. CHINIC,
P. S. V. de Paul.

NOUVELLES ELECTORALES.

Nous lisons dans la *Minerve* :

« Nous apprenons que M. le Dr. Lavallée doit briguer de nouveau les suffrages des électeurs de Joliette, pour la chambre locale. Ce monsieur est certain de son élection. Il y a même lieu d'espérer qu'il sera élu par acclamation. »

Tous ceux qui connaissent l'intelligence et les talents du jeune député de Joliette verront avec plaisir se réaliser les espérances de la *Minerve*.

NAISSANCE.

Le 3 Mars, la dame de Louis Robert Goodwill, meublier, un fils.